

Excellences, Distingués invités, Mesdames, Messieurs ;

1. Permettez-moi de commencer mon discours en rendant gloire à Dieu, qui nous a permis de nous retrouver dans cette belle ville de Nairobi, et d'adresser mes remerciements à mon homologue et frère William Ruto, pour l'accueil chaleureux et fraternel qui nous a été réservé depuis notre arrivée.

Excellences Mesdames, Messieurs ;

2. A l'instar d'autres pays, le Burundi se doit de redresser la tendance pour améliorer les conditions de vie des Burundais qui reflètent les inégalités sociales ; d'opérer une transformation économique de manière à augmenter et diversifier la production sans entraver l'équilibre écologique ;

de maîtriser la démographie galopante, et de palier aux effets du changement climatique.

3. Le peuple Burundais s'est donné un pari de l'émergence endéans 16 ans, à travers sa nouvelle *Vision d'un Burundi Emergent en 2040 et Développé en 2060*.

A cette fin, les Burundais, à commencer par les jeunes et les femmes, sont tous mobilisés dans la lutte contre la pauvreté, pour une prospérité partagée et un développement durable.

4. Sur cette voie vers renaissance, le Burundi se réjouit de pouvoir compter sur ses partenaires, dont particulièrement la Banque Mondiale.

Le Burundi apprécie fortement les interventions de la Banque Mondiale qui, depuis des années, ne cessent de contribuer à sa croissance socioéconomique.

Les financements de l'IDA 20 ont permis de produire un impact durable sur le développement dans les secteurs de l'énergie, l'économie, l'environnement, l'éducation, la santé, le développement communautaire, les infrastructures de transport et le développement social ; dans un contexte où notre économie était défiée par les chocs mondiaux résultant des effets persistants du Covid-19; le conflit russo-ukrainien, les conditions financières mondiales difficiles et les conséquences du changement climatique, auxquels s'ajoute les sanctions injustement imposé au Burundi depuis 2015.

5. L'année 2023 a été particulièrement marquée par une légère reprise du PIB de 2,8%, portée par un rebond dans le secteur des services, la mise en place des infrastructures sociales de base et une production agricole abondante ; grâce au renforcement de la coopération qui s'est traduit par une augmentation significative des allocations dans le cadre de l'IDA-20.

L'état du portefeuille de la Banque Mondiale démontre une amélioration de la performance du Burundi, traduite par un taux de décaissement qui est passé de 17,6% pour l'année fiscale 2022-2023 à 30,19% au cours de cette année fiscale 2023-2024.

6. Cette performance sur la capacité d'absorption résulte des efforts et des réformes initiés par le Gouvernement, notamment :

- l'implication au sommet de l'Etat dans le suivi-évaluation des projets financés par tous les partenaires;**
- le renforcement du dialogue permanent entre le Gouvernement, les Partenaires au Développement à travers la Stratégie Nationale de la Coopération au Développement;**
- le renforcement de la discipline budgétaire dans les Institutions Étatiques ;**
- ainsi que les réformes macro-économiques en cours.**

7. Pour le cas de certains projets, je citerai également :

- le dynamisme de l'équipe coordonnatrice du projet ;
- l'activation des composantes d'urgence qui touchent directement la communauté, cas du projet d'appui aux filets sociaux qui a enregistré un taux de décaissement dépassant 100% grâce à l'octroi d'engrais et de semences et des transferts monétaires aux ménages vulnérables ;
- et la mise en place des infrastructures sociales de base, cas du projet de développement communautaire intégré.

Excellences, Distingués invités, Mesdames, Messieurs ;

8. Avec le nouveau cap que le Burundi s'est fixé, les priorités que mon pays soumet à l'IDA-21 couvrent les domaines sociaux (santé, éducation) ;

l'environnement et la résilience aux changements climatiques ; le domaine économique avec un accent particulier sur les réformes en matière de gouvernance économique et des statistiques, ainsi que le développement des secteurs porteurs de croissance comme la digitalisation, l'agriculture, l'industrie minière, le tourisme, l'énergie, et les infrastructures.

Excellences mesdames et Messieurs ;

9. *A une situation exceptionnelle, il faut des moyens exceptionnels.* L'obsolescence de l'outil industriel, du manque de devises étrangères pour le réapprovisionnement des produits essentiels, du retour massif des réfugiés et de l'urgence de leur réintégration socio-économique, des effets du changement climatique particulièrement la montée spectaculaire des eaux du Lac Tanganyika,

les écoulements des terres, les inondations, etc... m'amène à plaider en faveur d'une augmentation du portefeuille accordé au Burundi pour accélérer le processus de transformation économique.

10. Je ne manquerais pas également de faire une plaidoirie pour le financement de la stratégie nationale de réintégration socio-économique durable des personnes sinistrées récemment adoptée par le Gouvernement, et qui inclut un projet de haute intensité de main d'œuvre pour la protection de l'environnement.

Nous sommes confiants que les investissements et les actions envisagés dans les domaines prioritaires identifiés, en cohérence avec la Vision 2040-2060 du Burundi et les Objectifs de Développement Transformationnel pour le continent,

trouveront des échos favorables auprès de nos partenaires techniques et financiers, dont la Banque Mondiale et le FMI, afin de soutenir le Burundi dans son processus de relance de la croissance économique et du développement durable.

11. Je conclus en réitérant nos remerciements aux efforts et initiatives de l'IDA, et réaffirme l'engagement du Burundi à jouer son rôle pour une croissance résiliente, inclusive et durable.

Je vous remercie !